

Unité départementale du Bas-Rhin
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 12/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



AGRO 67

8 RUE BASSIN DE L INDUSTRIE
67000 STRASBOURG

Références : 0770/MS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement AGRO 67, implanté 8 RUE DU BASSIN DE L INDUSTRIE 67000 STRASBOURG. L'inspection a été annoncée le 07/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 31 janvier 2022, la société AGRO67 a été mise en demeure de respecter, dans le délai d'un mois, des prescriptions des points 4.8 et 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé, reprises dans les fiches de constats qui suivent.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRO 67
- 8 RUE BASSIN DE L INDUSTRIE 67000 STRASBOURG
- Code AIOT dans GUN : 0006700770
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ex IED - MTD

La société Agro 67 est le repreneur d'une partie de l'ancien site Costimex Dacsa (arrêté préfectoral du 26 janvier 2021). Elle y exploite des silos verticaux relevant du régime de l'autorisation, ainsi qu'un dépôt connexe de 1249 t de capacité d'engrais, dont la teneur en azote provenant du nitrate d'ammonium est inférieure à 28 %. Ces engrais sont conditionnés en grands récipients vrac (GRV ou

« big bags »).

Le dépôt d'engrais est localisé dans le hall n° 2 distant de l'ordre de 30 m du silo vertical en béton, dit silo « S ».

Le hall 2 est un bâtiment fermé d'environ 1000 m², sans recoupement. Sa structure est métallique et 3 murs sur 4 sont en bardage métallique. Le sol est en béton. Plusieurs grandes portes de quai sont aménagées, mais une seule, la plus au nord, est opérationnelle.

Le stockage d'engrais dans le hall 2 est une modification de l'établissement initialement autorisé au nom de Costimex (repris ensuite par DACSA). Cette modification est intervenue lors de la reprise du site par Agro 67 en 2018. Il s'ensuit que le dépôt en question doit être considéré comme une installation nouvelle pour l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Engrais à base de nitrate d'ammonium, sécurité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
chlorure de potassium	AP de Mise en Demeure du 31/01/2022, article 1 ^{er}	/	Sans objet
matières combustibles, plan du dépôt	AP de Mise en Demeure du 31/01/2022, article 1 ^{er}	/	Sans objet
report d'alarme incendie	AP de Mise en Demeure du 31/01/2022, article 1 ^{er}	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformités :

Les non-conformités ayant motivé la mise en demeure du 31 janvier 2022 sont corrigées ; la mise en demeure est levée de fait.

Observations :

L'exploitant projette de renoncer au droit d'exploiter un dépôt classé d'engrais à base de nitrate d'ammonium et de réaliser un aménagement du local de stockage permettant l'entreposage en sécurité de quantités de tels engrais sous le seuil de classement.

Une notification préalable de ces modifications, avec les éléments d'appréciation utiles est à adresser au préfet en application des articles L 181-14 et R 181-46 du code de l'environnement.

L'inspection, quand bien même le dépôt d'engrais à base de nitrate d'ammonium ne serait-il plus classé, retiendra le principe de l'interdiction de tout stockage de matières combustibles dans le local. Des propositions en ce sens pourront être soumises au préfet.

Il est rappelé que les dispositions des fiches de données de sécurité sur les incompatibilités au stockage restent opposables, indépendamment du classement ICPE du dépôt. Ces fiches doivent toutes être disponibles en français.

Le dépôt d'engrais, même non classé restera soumis aux dispositions générales de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2021.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : chlorure de potassium

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/01/2022, article 1 ^{er}
Thèmes : Risques accidentels, ammonitrates
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 06/07/2006, annexe I, 4.8 : « Toutefois, le chlorure de potassium peut être stocké à l'intérieur des magasins de stockage, si l'exploitation le requiert et qu'il n'existe pas d'alternatives envisageables. Dans ce cas, toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels d'engrais chlorure de potassium avec les autres engrais. Ils sont a minima séparés par une case ou un espace de 5 mètres et un mur dimensionné pour éviter la mise en contact accidentelle. » Lors de la visite du 4 janvier 2022, l'inspection avait constaté qu'en contravention à la disposition correspondante du point 4.8 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006, du chlorure de potassium était stocké à raison de 68,4 tonnes et que le dépôt n'en était pas séparé de celui d'engrais à base de nitrate d'ammonium, les deux dépôts étant stockés au contact l'un de l'autre.
Constats : Il n'y avait pas d'engrais à base de chlorure d'ammonium dans le dépôt.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : matières combustibles, plan du dépôt

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/01/2022, article 1 ^{er}
Thèmes : Risques accidentels, ammonitrates
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 06/07/2006, annexe I, 3.5 : « La localisation des stockages ainsi que la nature et la quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d’affichage, pour les services d’incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d’accident. » « ... la présence de matières combustibles est limitée aux nécessités de l’exploitation. Seule la présence de palettes sous les engrais conditionnés et d’une bâche de protection pour les engrais stockés en vrac est tolérée » annexel 4.8 : « Le stockage d’engrais (...) est éloigné (...) de toute matière combustible et incompatible Lors de la visite du 4 janvier 2022, l’inspection avait constaté qu’en contravention aux dispositions correspondantes du point 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 : <ul style="list-style-type: none">• le plan des stockages n'était pas disponible sur place ;• aucun affichage n'était présent, permettant d'identifier l'ordonnancement des divers stockages pour l'intervention des services de secours ;• le dépôt contenait des matières combustibles organiques : des poussières de maïs en sacs ouverts, destinées à la valorisation en alimentation animale, un engrais organique à base de poudre de viande et d'os ; Lors de la visite du 4 janvier 2022, l’inspection avait constaté qu’en contravention à la disposition correspondante du point 4.8 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006, le stockage d’engrais à base de nitrate d’ammonium n’était pas éloigné de toute matière combustible et incompatible (matières combustibles organiques telles que poussières de maïs et engrais organique à base de poudre de viande et d'os), les stockages étant localisés dans le même bâtiment sans recoupement et au contact pour ce qui est des engrais à base de nitrate d’ammonium et des engrais à base de poudre de viande et d’os.
Constats : Un plan est désormais disponible et affiché, avec l'ordonnancement des stockages, dans le bureau et sur le bâtiment. Aucune matière combustible n’était entreposée dans le local.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : report d'alarme incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/01/2022, article 1 ^{er}
Thèmes : Risques accidentels, alarme incendie
Prescription contrôlée : Engagement pris lors de la précédente visite, du 4 janvier 2022 : La présence sur site n'étant effective qu'en journée, 5 jours sur 7, il est noté qu'un report à distance de l'alarme incendie est en cours d'installation.
Constats : Ce report est opérationnel. L'exploitant a présenté le compte-rendu d'un test réalisé le 4 février 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet